

Communiqué de presse du 8 mars 2010

**Les Médecins généralistes sont en colère !
Comment ne le seraient-ils pas ?**

L'avenir de la médecine générale est incertain : chacun peut le constater.

Quand les médecins, arrivant au terme de leur formation, refusent de choisir la médecine générale, quand ceux qui la pratiquent depuis longtemps souhaitent la quitter au plus vite, ce n'est plus un malaise, c'est une mort annoncée.

Cette disparition est-elle voulue? On peut se le demander.

L'organisation et la gestion de l'offre de soins sont maintenant entièrement sous la domination de l'Etat et de son gouvernement. Plus ils affirment que le médecin généraliste est le pivot du système de santé, plus les sales coups s'abattent sur celui-ci :

- La médecine générale est enfin enseignée à l'université et reconnue au même titre que les autres spécialités, mais la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) refuse d'aligner la valeur de la consultation du médecin généraliste sur celle du médecin spécialiste : tous spécialistes, mais pas tous égaux !
- La CNAM veut une convention avec la médecine libérale, mais elle change les règles du jeu afin de contraindre les médecins généralistes à être les exécutants d'une offre de soins de moins en moins accessible aux citoyens.

Pour rationaliser l'offre de soins, le gouvernement a besoin d'une médecine générale divisée, affaiblie, afin de mettre en place des pratiques de la médecine qui servent les intérêts des financeurs et non plus les besoins des populations. La finalité de tout cela est de permettre le transfert de la protection maladie aux assurances privées et aux mutuelles afin de faire encore plus supporter le coût des soins aux malades. Nous nous éloignons de plus en plus d'une protection sociale solidaire et allons vers une protection sociale individuelle. Toutes les réformes conduites depuis 10 ans conduisent à cela.

Pour réussir cette transformation il faut une médecine générale sous influence, docile, divisée, des pratiques professionnelles normalisées.... Pour conduire cette politique le gouvernement a besoin d'amadouer la médecine générale, il le fait en multipliant les tromperies comme le furent les Etats Généraux de l'Offre de Soins (EGeOS), la loi Hôpital Patient Santé Territoire (HPST) et comme le sera la Commission Legmann (mise en place par le Président Sarkozy pour réformer la médecine libérale et dirigée par le Président de l'Ordre des Médecins).

Face à cette réalité, le mouvement de défense de la médecine générale conduit par les syndicats médicaux est légitime et nous le soutenons. Mais les mots d'ordre et les actions ne nous paraissent pas en phase avec la colère des médecins généralistes et il est difficile de défendre la médecine générale en pénalisant les malades. Fermer les cabinets médicaux, pour protester est une action forte, mais qui ne gêne en rien le gouvernement, mener une guerre tarifaire en demandant C=CS est du point de vue syndical cohérent, mais s'oppose à la force sociale dont nous avons le plus besoin, c'est-à-dire la population.

Il ne faut pas que l'action entreprise soit celle du désespoir. Nous devons dès maintenant nous unir pour sauver la médecine générale. Notre ambition est de définir ensemble ce que doit être la médecine générale de demain et comment y parvenir. Ce ne sont pas les institutions, les ARS, l'ordre des médecins, ou une assemblée d'experts qui doivent décider pour nous.

Il est de temps de convoquer **les Etats Généraux de la Médecine Générale** pour débattre des questions qui font notre exercice quotidien et qui définissent le socle des valeurs dans lequel doit s'inscrire une authentique médecine générale au service de la population.

Pour le Syndicat de la Médecine Générale, les priorités sont : l'indépendance de l'exercice professionnel, le respect fondamental de l'accès aux soins pour tous, et la transformation des pratiques professionnelles pour résoudre les problèmes des malades et non pas ceux des institutions.

Contacts :

Didier Ménard : 06 07 16 57 78

Patrick Dubreil : 06 32 70 92 37